

## UDC INTERNATIONAL

Case postale 8252, CH-3001 Berne

Tél. +41 31 300 58 58

Fax +41 31 300 58 59

Courriel: [info@udc-international.ch](mailto:info@udc-international.ch)

Internet: <http://www.udc-international.ch>



# Newsletter UDC International

Edition de juin 2009

## UDC International et le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE)

---

Les élections au Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) ont eu lieu ces derniers mois dans le monde entier. Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que j'ai été élu (pour la sixième fois) comme représentant des Suisses de l'étranger vivant en Afrique australe. Autre résultat fort réjouissant: notre vice-président Peter Simon Kaul a été confirmé dans sa fonction de représentant des Suisses résidant en Allemagne.

Mon objectif pour cette nouvelle période de fonction sera de faire fonctionner mon bon sens humain et de ne pas accepter les yeux fermés tout ce que décident le comité du CSE et le Conseil fédéral. Malheureusement, le comité du CSE sait depuis fort longtemps imposer ses idées préparées à l'avance dans ce club de vétérans bavards. Tant et si bien que les propositions et avis divergents de simples membres du Conseil sont d'emblée condamnés à l'échec. Cette situation déplaisante s'explique sans doute aussi par la forte sous-représentation de l'UDC dans le comité du CSE. En effet, on n'y trouve aucun membre de notre parti. La nomination du conseiller national Hans Kaufmann en avril 2008 a été empêchée par une répugnante campagne de dénigrement lancée contre l'UDC. Les copinages politiques au sein du comité du CSE fonctionnent de toute évidence à merveille et ce n'était sans doute pas leur dernière réussite. L'obéissance sans limite dont le comité et tout le CSE font preuve à l'égard à

leur bailleur de fond (le Conseil fédéral et, plus particulièrement, le DFAE) ont pour effet que les projets du gouvernement sont généralement acceptés sans aucun esprit critique. Au lieu d'emprunter sa propre voie, le CSE est de plus en plus souvent abusé pour servir de porte-parole du Conseil fédéral. Cette instrumentalisation - financée de surcroît par l'argent des contribuables - des Suisses de l'étranger au profit des positions gouvernementales dans les campagnes de votation (dernier exemple en date: la votation sur l'extension de la libre circulation des personnes) est extrêmement dérangeante et devrait enfin cesser.

Le budget de la Revue Suisse ayant été réduit de 500 000 francs, le Parlement serait bien inspiré de procéder aussi à une coupe sévère dans le budget de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE). L'OSA serait ainsi limitée dans ses activités propagandistes et pourrait à nouveau se concentrer sur sa tâche essentielle: la défense des intérêts des Suisses de l'étranger et non pas ceux du Conseil fédéral.

**Rolf B. Schudel**, Johannesburg (SA)  
Président UDC International

## **Le Conseil national rejette un postulat à faveur des Suisses de l'étranger**

---

**Hans Kaufmann, conseiller national et membre du comité d'UDC International,** a déposé en octobre 2007 une intervention parlementaire demandant que les bénéfices de la Banque nationale soient distribués au profit des Suisses de l'étranger

**Voici l'énoncé du postulat déposé par Hans Kaufmann:**

*07.3732 – Postulat*

### **Distribution du bénéfice de la BNS au profit des Suisses de l'étranger**

Déposé le 5.10.2007

Rejeté du Conseil national le 30.4.2009

---

#### **Texte déposé**

Le Conseil fédéral est chargé d'examiner les possibilités de légiférer, et de présenter le rapport afférent, sur la question de savoir si la clé de répartition du bénéfice de la BNS pourrait englober les Suisses de l'étranger dans l'optique d'une répartition par habitant. Ces moyens devraient être employés à des tâches fondamentales qui concernent les Suisses de l'étranger (par exemple financement des écoles suisses à l'étranger).

#### **Développement**

Les écoles suisses à l'étranger doivent compter au moins 20 pour cent d'élèves de nationalité suisse. Outre le fait qu'elles servent de lieux d'éducation et de rencontre, elles contribuent de manière non négligeable à la diffusion de notre culture et à l'aide au développement. Le financement des écoles suisses n'est que partiellement assuré; notamment, les moyens font défaut pour l'ouverture d'écoles dans des pays importants comme la Chine, l'Inde ou la Russie, où des familles suisses sont envoyées de plus en plus fréquemment, souvent pour y travailler pendant une durée déterminée.

Le bénéfice de la BNS ne devrait pas profiter seulement à la population vivant en Suisse, mais aussi aux expatriés, de sorte à permettre le financement d'écoles suisses à l'étranger ou d'autres entreprises analogues d'une nécessité fondamentale.

Une répartition par habitant de 10 à 20 francs suffirait déjà à surmonter les difficultés financières qui se dessinent pour les écoles suisses.

## **Santé : Où allons-nous ?**

---

Les caisses maladie l'ont annoncé : les primes pour les années à venir vont fortement augmenter. A la suite des dernières votations, l'assurance de base devra faire face à la surcharge de nouvelles prestations à rembourser. Certaines médecines douces, dont l'efficacité n'a pas toujours été prouvée scientifiquement, vont faire exploser la facture finale ! Voilà qui n'augure rien de bon !

Mais il n'y a pas que cette cohorte de thérapeutes aux diplômes étranges qui menacent nos comptes de santé. L'amère potion que nous prépare notre conseiller fédéral est tout aussi dommageable que le remboursement aveugle de cette médecine parallèle !

Cette taxe de 30 francs, exigible pour chaque consultation, n'est pas la bonne mesure. Faut-il dissuader les malades de consulter un médecin pour arriver à l'équilibre des comptes de santé ? Cette ignoble taxe ne frappera que les citoyens les moins favorisés, les travailleurs, les artisans et les familles monoparentales. Cette mesure n'est pas seulement antisociale, elle est en plus terriblement coûteuse. Pour collecter cet argent, il va falloir engager de nouveaux agents, acquérir des systèmes informatiques, créer une administration supplémentaire ! Qui finira par coûter plus cher qu'elle ne rapporte...

Et ce système de pré-diagnostic téléphonique, qui va le payer ? Nous tous, car les caisses maladies vont bien devoir le facturer aux assurés. Mais il y a plus angoissant : qui va-t-on mettre derrière les téléphones ? Des médecins, des étudiants, des infirmiers ? Comment garantir un diagnostic sans être un praticien éprouvé ? Va-t-on devoir importer des médecins d'Europe de l'est, de Turquie ou d'Iran pour répondre aux appels, dans une langue qui ne sera pas la leur ?

Il serait plus efficace de renforcer les structures de traitements ambulatoires, de renforcer les synergies existantes entre

les réseaux de santé et de mutualiser les achats de matériels lourds et coûteux.

La médecine d'urgence a su se réformer avec succès.

La médecine généraliste doit trouver elle-même les moyens de comprimer ses tarifs sans préteriter l'accès de tous aux soins.

Cette réflexion doit se faire dans le dialogue avec les caisses maladies. L'information des patients et la prévention doivent aussi être développées.

Veut-on seulement garder un système de santé suisse efficace et performant ?

Depuis quelques temps, des affiches incitent nos compatriotes à aller se faire soigner en Bulgarie. Soins dentaires ou ophtalmologiques, ils seraient paraît-il 70 % moins chers. Avec quelles garanties médicales ou juridiques ? Peut-on imaginer un quelconque suivi des suites opératoires dans un tel système ? Comment se prémunir des fraudes, des impostures, des escroqueries que nous réservent des établissements hors de tout contrôle sérieux ?

**Gardons les pieds sur terre. Les remèdes miracles de notre grand magistrat ne sont pas applicables.**

**C'est dans l'information et le dialogue entre les partenaires de santé qu'émergera une solution viable pour la santé du futur.**

**André Raymond**, conseiller national  
UDC International, membre du comité

## **Où va la Suisse? Perceptions d'un Suisse de l'étranger**

**Après plusieurs séjours de travail fin mai à Lausanne, Berne, Zurich, Winterthour et Coire, je suis au regret de constater que j'ai côtoyé un peuple manquant de courage et de rigueur, tire-au-flanc et ayant manifestement abandonné ses convictions et valeurs d'autrefois, la volonté d'indépendance et le souci de l'ordre.**

Face aux résultats des scrutins populaires d'une importance nationale comme Schengen/Dublin, la libre circulation des personnes avec l'UE, la loi sur l'aide au pays de

l'est (le milliard pour la cohésion), l'extension de la libre circulation des personnes à la Roumanie et la Bulgarie, l'immigration incontrôlée ou le laisser-aller dans le secteur de l'asile, il faut bien constater que le souverain ne se rend plus compte des conséquences de ses décisions pour son pays.

En empruntant le nouveau métro de Lausanne, on ne cesse de tomber sur d'innombrables ressortissants d'Afrique noire, nord-africains, du Proche-Orient ainsi que sur des silhouettes emmitouflées de tissus noirs. Sur la promenade le long du lac on est choqué par la présence d'individus traînant partout et dont la tenue ne permet certainement pas de les identifier comme des touristes. Les bandes de dealers ont leurs propres aires de repos, ils sont bruyants et laissent derrière eux des déchets malodorants qui vont jusqu'aux excréments.

Berne se présente au premier regard comme une capitale belle et digne. Il suffit cependant de pénétrer dans les rues de la vieille ville pour changer brusquement d'avis. Les visiteurs sont importunés par des mendiants aussi répugnants qu'agressifs et, comme en Suisse romande, on est inquiet devant les masses de d'individus noirs, nord-africains et des pays de l'est qui traînent dans les rues. Une situation indigne de la capitale fédérale!

Zurich, centre touristique, ville de congrès, place financière a perdu son identité à cause d'une immigration excessive de ressortissants allemands.

Winterthour, ville des fleurs, a subi une coloration d'un autre genre ces dernières années. Des masses de gens de toutes les couleurs de peau se pressent dans les rues. Lourdemment armés et en tenue de combat, des agents de police patrouillent dans le centre de la ville, à la gare, dans les rues commerçantes et dans les parcs afin que les citoyens de la ville osent encore s'aventurer dans la rue.

Comme le reste de la Suisse, Coire est envahie par une immigration massive de non-Européens.

Dans mes entretiens avec des amis, des connaissances et des partenaires d'affaires, on m'a dit et répété que cette situation, qui se dégrade d'année en année, devenait de plus en plus insupportable. Unanimité aussi pour me dire haut et fort que l'immigration incontrôlée, les abus dans le droit d'asile et la criminalité étrangère devaient enfin être stoppés. Et on m'a dit aussi que ces arguments avaient été dûment pesés avant les diverses votations mentionnées plus haut et notamment avant le scrutin sur la libre circulation des personnes Suisse-UE. Mais alors pourquoi, se demande leur interlocuteur étonné, les Suisses n'ont-ils pas exprimé ces convictions lors de ces consultations? Les Suisses ne sont-ils donc plus capables de prendre des décisions dans l'intérêt de leur pays sans l'aide de tiers? Où le souverain helvétique est-il à tel point soumis à ses autorités qu'il les suit aveuglément et s'aligne humblement sur la grossière propagande gouvernementale qui déferle sur le pays? La génération actuelle est-elle définitivement devenue la victime des milieux qui, par avidité d'argent et de pouvoir, tentent de la pousser sur la fausse piste?

**Il est grand temps que les citoyens suisses se rendent compte de la situation lamentable dans laquelle se trouve leur pays et qu'ils réagissent lors des votations populaires.**

**Viktor Nell**, L'Ampolla (Espagne)  
Membre d'UDC International

## **La situation intenable à l'ODM**

Si vraiment les médias veulent remplir la tâche qui leur revient, ils devraient accorder un peu plus d'attention au département de Madame Eveline Widmer-Schlumpf. Mais comme ils refusent de le faire pour des raisons politiques connues, il faut bien admettre qu'ils cherchent à cacher quelque chose. Or, il serait dans l'intérêt de tout le pays d'éclaircir la situation de l'Office de la migration (ODM), car les tâches qui attendent cet office sont d'une importance capitale.

Face à la problématique de la population étrangère et de l'asile, il faut définir des objectifs clairs et informer le public de manière transparente. Or, depuis 2008, on cache la situation réelle, pire on cherche à tromper le public. C'est dans ce contexte qu'il faut notamment placer le crédit de 24 millions de francs adopté par la voie d'urgence pour la banque de données nationale VIS. Il s'agit du programme qui prend la relève du système Vision introduit lors de l'adhésion opérationnelle de la Suisse à l'entente Schengen. Cette nouvelle banque de données a suscité d'importantes discussions au sein du département. Comme l'ancien programme, toujours utilisé, mais introduit dans la précipitation et sans phase d'essai, donc affecté de nombreuses et graves pannes techniques, le nouveau programme connaîtra sans doute les mêmes errements.

Le crédit que la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf a fait voter d'urgence est un pur exercice-alibi, car les coûts réels dépasseront largement 24 millions de francs. Ce chiffre infondé sert uniquement à calmer le centre-gauche du Parlement. On fait taire les critiques internes du département en les déplaçant à d'autres postes ou en les mettant sur la touche. C'est ainsi qu'il faut comprendre le récent déplacement d'un ancien directeur d'office ainsi que la dégradation de son suppléant. Le compte final devra être réglé, comme de coutume, par le contribuable.

**Beat Schmied**, Thaïlande  
Membre UDC International

## **La demande des Cent**

L'histoire ne se répète pas ou tout au plus sous la forme d'une farce. La lamentable demande des Deux-Cents durant l'année de guerre 1940 exigeait l'alignement spirituel de la Confédération sur le nouvel ordre que les Nazis entendaient imposer à l'Europe. Mais, selon les auteurs de cette proposition, la Suisse devait tout de même conserver sa souveraineté et sa neutralité.

Pour les milieux qui aujourd'hui demandent l'alignement de la Suisse, les idées de leurs prédécesseurs ne vont sans doute pas assez loin. Ils demandent que toute

la Suisse soit livrée à ceux qui, depuis Bruxelles, veulent imposer un nouvel ordre à l'Europe. La demande qu'ils ont déposée à Berne vise à faire pression sur le Conseil fédéral. Elle porte le nom officiel de postulat et elle est signée par la conseillère nationale radicale Christa Markwalder (BE), présidente du Nouveau mouvement européen Suisse (NOMES). Tout ce que l'on sait de cet attroupement d'eurofanatiques est que le nombre de ses membres est secret tout comme ses sources de financement. La conseillère nationale a tout de même réussi à persuader 100 collègues de signer son postulat. Donc carrément la majorité absolue du Conseil national. Ces signataires fatigués de l'indépendance suisse proviennent de tous les partis, sauf de l'UDC.

Il faudra se souvenir des noms de ces personnes. Comme il y a 70 ans.

**Heinz Moll**, Prague  
Membre UDC International

## **La preuve des 27**

---

Du 4 juin au 7 juin 2009 les Européens ont élus les députés du parlement pour 5 longues années et le constat est amer, pour la démocratie en général, avec un taux d'abstention de 56,45 %. Les peuples des 27 ont marqués leurs méfiance envers "l'usine à gaz" européenne et ses décisions parfois si contestées, les journalistes de notre pays attendaient les résultats avec avidité, mais au vue des scores, de la méfiance et du désintérêt de la question européenne, nous devons nous posé la question suivante pour nous les Suisses: "voulons-nous subir le même désenchantement?" Nous savons que le Conseil fédéral veut absolument que nous entrions dans ce "cercle infernal" qui détruira nos valeurs essentielles, alors n'hésitons pas à nous mobiliser pour éviter une déconvenue et surtout une fuite en avant sans retour possible. Quand nous voyons que même les électeurs des plus récents membres ont boudé les urnes alors que l'Union a versé des milliards d'euros pour faire évoluer ces pays, je dis **NON** à cette Europe technocratique.

Quand nous voyons **les directives, les quotas, le traitement de l'immigration, et enfin, le plus important, l'uniformisation des lois sans tenir compte du passé et des valeurs des pays concernés.**

**Pierre Vogel**, Rosny sur Seine (F)  
Membre d'UDC International

## **DIVERS:**

### **Echéances:**

---

Les **assemblées des délégués** de l'UDC Suisse en 2009 ont lieu aux dates suivantes:

**le 22.08.09 dans le canton des Grisons**  
**le 3.10.09 dans le canton de Genève**  
**le 31.10.09 dans le canton de Lucerne**

Comme membre d'UDC International vous êtes bien sûr toujours invité; vous pouvez participer en tant qu'hôte ou, si une carte de délégué est libre, en tant que délégué aux assemblées de l'UDC Suisse. Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à prendre contact avec nous.

Du **7 au 9 août 2009** aura lieu à Lucerne le **Congrès des Suisses de l'étranger organisé par l'OSE**. L'UDC sera présente comme toutes les années avec un stand.

C'est dans ce cadre que se tiendra **vendredi 7 août 2009 à 19.30 heures l'assemblée générale d'UDC International**.

Une invitation détaillée avec une formule d'inscription est jointe à cette Newsletter. En espérant vous voir nombreux, nous vous prions de vous inscrire aussi rapidement que possible.